Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 10 (1930)
Heft: 4

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen — Comptes rendus

ADOLF GASSER, *Entstehung und Ausbildung der Landeshoheit im Gebiete der Schweizerischen Eidgenossenschaft.* Ein Beitrag zur Verfassungsgeschichte des deutschen Mittelalters. Aarau und Leipzig 1930. Verlag Sauerländer & Cie. XIX + 437 S.

Dans sa préface, l'auteur explique comment il a été amené à écrire cet ouvrage: il s'était occupé à dresser une carte montrant le développement de la souveraineté des cantons au sein de la Confédération. Il fut obligé d'étudier de près la répartition territoriale des droits de haute et de basse justice et, par là, s'avérèrent à ses yeux inexactes les théories généralement admises en matière de droit constitutionnel. Il arriva à des conceptions différentes qu'il expose dans son ouvrage.

Celui-ci se compose de deux parties. Dans la seconde, qui est la plus étendue, l'auteur étudie la formation de la puissance souveraine dans les divers cantons. Il nous montre d'abord les conditions générales qui ont permis la naissance des grandes seigneuries: l'accumulation de terres et de droits entre les mêmes mains, l'apparition d'une administration attachée à un château, etc. Mais les groupements territoriaux étendus qui se forment alors sont encore considérés comme des fortunes privées: ils naissent et meurent avec la puissance de celui ou de ceux qui les ont créés; ils se vendent, se morcellent et se partagent au gré des circonstances.

A partir du XIVème siècle, une transformation se produit. Ces groupements de seigneuries deviennent peu à peu des états, pour peu que la chance les favorise; cela sous l'influence du droit romain entre autres. La puissance patrimoniale du détenteur se transforme en une autorité publique; le « prince » acquiert le droit de légiférer, celui de faire régner l'ordre public; bref, de propriétaire il devient souverain. A ce moment (XV—XVIèmes siècle), ces groupements, qui sont dorénavant des états, ne se partagent plus dans les successions.

Un des aspects de cette autorité nouvelle, c'est l'exercice par le souverain des droits comtaux: nous verrons tout à l'heure en quoi ils consistent; pour le moment, bornons-nous à relever que l'auteur passe en revue l'histoire de tous les « comtés » que l'on trouve en Suisse allemande; il nous montre en particulier les cantons s'emparant progressivement de ces droits au cours du XVème siècle.

Enfin, l'auteur n'oublie pas de mentionner d'autres phénomènes qui ont accompagné ce développement: ainsi, l'accroissement de leur puissance souveraine que les cantons ont trouvé dans le système de la combourgeoisie,

celle-ci s'étant peu à peu muée, pour leurs combourgeois, en une sujétion; de même le développement particulier de l'autorité dans les confédérations de communes comme les Grisons et le Valais. Il avait exposé également la situation très différente du Pays de Vaud, où la monarchie savoyarde conserve son caractère proprement féodal.

Tout ce travail de description et d'analyse est fait avec beaucoup de soin et abondamment documenté. Là où nous pouvons contrôler l'exactitude des faits, quand il s'agit de la Suisse occidentale, nous nous plaisons à reconnaître qu'il n'y a pas d'erreurs [1]. Nous avons affaire à un travail solide et qui inspire confiance.

Si la première partie de l'ouvrage comporte moins de pages que la seconde, elle n'en est que plus importante. Elle contient la théorie que l'auteur a dégagée des faits accumulés et étudiés par lui.

Les historiens du moyen âge allemand, G. von Below par exemple, affirment que l'autorité souveraine des princes du XVème et du XVIème siècles découle du droit de haute justice exercé jadis par les comtes carolingiens, droit dont ils avaient fini par devenir propriétaires et que, en fin de compte, les princes avaient hérité ou acquis. M. Gasser conteste l'exactitude de cette théorie, au moins pour la Suisse, où elle ne paraît ni correspondre aux faits ni se justifier par des documents. A ses yeux, le droit de haute justice du fonctionnaire impérial s'est à petit, à vidé de toutes des compétences; son détenteur, quand il existe encore, n'a conservé que le seul droit de juger les nobles et quelques privilégiés. Il n'y a pas là une base sur laquelle on puisse asseoir une autorité souveraine. La souveraineté doit bien plutôt avoir trouvé son origine dans les droits de justice domaniale: propriétaires de la basse justice, la plus usuelle, juges de toutes les causes civiles, chargés de l'autorité administrative *(Twing und Bann)*, en possession du droit de lever des soldats sur leurs terres et d'y prélever des impôts, ceux des seigneurs qui ont la force en mains n'ont pas de peine à étendre leurs compétences et à excercer pour finir un pouvoir vraiment souverain, y-compris le droit de haute justice: celui-ci découle de l'usage qui permettait le jugement sommaire et l'exécution immédiate du coupable pris en flagrant délit. Par tradition, l'ensemble de ces droits se nommait « *Grafschaft* » et, au XVème siècle, leurs détenteurs ont voulu y voir un héritage de l'époque carolingienne, pour justifier de leurs prérogatives, mais il n'y a là qu'identité de mot et assimilation erronée.

Ces affirmations, qui battent en brèche les idées généralement admises, présentent un très grand intérêt et font du livre de M. Gasser une oeuvre

[1] Relevons deux coquilles: p. 369, en note, 1. 6, lire: Estavayer-Chenaux; p. 347, 1. 1, lire: patrie. Enfin, p. 378, n. 101, à la fin, il y a une petite erreur à propos des bailliages bernois: de 1536 datent les bailliages d'Avenches, Moudon, Yverdon, Lausanne et Chillon, de 1537, ceux de Morges, Nyon et Romainmôtier et le « gouvernement » de Payerne. Mais ce sont des bagatelles.

qu'il est indispensable de connaître. Elles sont déduites avec une méthode rigoureuse, une argumentation solide, une érudition extrêmement abondante et une autorité qui frappe chez un débutant.

Sa théorie est-elle juste? Nous sommes incompétents pour le dire avec certitude; nous ne sommes pas historien du droit; de plus l'auteur fait appel à des notions qui nous sont difficilement accessibles; les mots qu'il emploie n'ont souvent aucun équivalent en français, parce que — il le constate lui-même — les institutions qu'ils désignent n'ont pas existé dans la Suisse romande, ni en France. Toutefois, nous serions assez disposés à penser que l'auteur a raison; il pratique une bonne méthode: en histoire, la force précède le droit, celui-ci n'apparaît qu'après coup pour légitimer ou expliquer ce qui s'est passé. Et l'historien qui met la force à l'origine d'une institution a moins de chances de se tromper que celui qui cherche à expliquer celle-ci par le développement logique d'un concept juridique.

Notons en passant ce fait qui intéressera tous les historiens de notre pays. Si la théorie de M. Gasser est exacte, les droits de justice des Habsbourgs à Schwyz et à Obwald ne sauraient provenir du fait que ces derniers auraient hérité du comté carolingien du Zurichgau; il faudrait en chercher l'origine dans une protection héréditaire *(Munt, Vogtei)* que cette maison aurait possédée sur les hommes libres de ces vallées.

Est-il permis, en terminant d'exprimer le regret que ce livre si riche n'ait pas d'index? Le sommaire des chapitres, très détaillé, ne le remplace pas entièrement.

Lausanne. Charles Gilliard.

Die Manessische Lieder-Handschrift. Faksimile-Ausgabe. Einleitungen von Rudolf Sillib, Friedrich Panzer, Arthur Haseloff. Leipzig 1929. Insel-Verlag. 141 Seiten.

In einem auch äußerlich vorzüglich ausgestatteten Bande hat der Insel-Verlag seiner kürzlich erschienenen, mit Recht als Meisterwerk gepriesenen Faksimile-Ausgabe der Manessischen Liederhandschrift noch einen Text beigesellt, der über den gegenwärtigen Stand unseres Wissens um das kostbare Liederbuch unterrichten soll.

Rudolf Sillib handelt über « Die Geschichte der Handschrift ». Die strittige Frage, ob für die Entstehung Konstanz oder Zürich in Frage komme, entscheidet Sillib mit ziemlicher Sicherheit in zürcherischem Sinne, und dementsprechend ist auch das vom Insel-Verlag angeregte Unternehmen als « Manessische Liederhandschrift » bezeichnet. Die Entstehung der Handschrift faßt Sillib mit folgenden Worten zusammen: « Rüdiger II. Manesse, wie sein Sohn, der Chorherr, und ihr Kreis, waren unzweifelhaft die Sammler der Lieder der einzelnen Dichter. Auf dieser, ihrer Sammlung, beruht unsere wohl schon von Rüdiger II. geplant gewesene und vielleicht noch begonnene Sammelhandschrift, deren Vollständigkeit angestrebt war und deren schweizerische Beziehungen durch intensivste Berücksichtigung der

Schweizer Dichter klar zutage treten. Nach dem Tode Rüdigers II. dürften sein Sohn Rüdiger IV. und dessen Nachkommen das Werk vollendet haben, vielleicht unter der Anteilnahme des Bruders Eberhard von Sax, dessen Geschlecht, wie wir wissen, lebhafte Beziehungen zu Zürich unterhielt und der selbst für das Jahr 1309 in Zürich bezeugt ist, vermutlich auch von Freunden Hadlaubs, der den Abschluß der Züricher und Thurgauer Sänger in der Handschrift bildet». Die wesentlichsten Argumente, auf die sich Sillib stützt, sind die bekannten Strophen Hadlaubs in seinem Gedicht auf die Manesse und die verhältnismäßig zahlreichen Nachrichten über die Beziehungen der Manesse zum geistigen Leben. Hadlaubs Vergangenheit hat Sillib schon vor einigen Jahren zum Gegenstand einer scharfsinnigen Untersuchung gemacht: er vermutet in ihm einen Großneffen und Schüler des Cantors Conrad von Mure; in der Schreibkunst wohl erfahren, beherrschte er die lateinische Sprache, war rechtskundig (vielleicht hat er in Bologna studiert) und er war vor allem auch sangeskundig. — Über die spätere Geschichte der Handschrift sind wir zweieinhalb Jahrhunderte vollkommen im Dunkeln: sie taucht erst 1571 auf im Besitze des Kurfürsten Friedrich III. von der Pfalz. Von hier aus gelangte sie leihweise nach der Schweiz (durch den streng calvinistischen Freiherrn Johann Philipp von Hohensax), dann aber wieder nach Heidelberg zurück. Die Art und Weise, wie der Codex im 17. Jahrhundert nach Paris und schließlich in den Besitz der Bibliothèque du roi kam, bleibt auch heute noch nach den Forschungen Sillibs unabgeklärt. Wie der Buchhändler Karl J. Trübner durch Kauf im Jahre 1886 die Handschrift für die Heidelberger Universitätsbibliothek zurückerwerben konnte, wird von Sillib am Schluß seiner Ausführungen dargestellt. Letzten Endes, so schließt Sillib, ist die Verschleppung der Handschrift nach Paris doch von einem gütigen Geschick geleitet gewesen. Wäre die Handschrift damals in Heidelberg geblieben, so wäre sie wohl im Jahre 1693 geraubt oder vernichtet worden mit den übrigen Kulturgütern des Schlosses und der Stadt, als sie die Franzosen in Schutt und Asche legten. «Die guten Geister der Handschrift», die schon Gottfried Keller gepriesen, hatten sich mit ihr so lange geflüchtet, bis die Zeiten ihrer Irrfahrt erfüllt waren.

Der Germanist Friedrich Panzer zieht aus der eindringenden Vergleichung von «Lied und Bild» sehr bedeutsame Folgerungen. Zunächst macht er den Leser mit dem genauen Zustand der Handschrift bekannt, der sich hat feststellen lassen, als man die Handschrift für die Zwecke der Reproduktion des Insel-Verlages auseinandernahm. (Vgl. Benno Hilliger, Die Manesse-Handschrift. Beobachtungen bei ihrer Auseinandernahme. In: Zentralblatt für Bibliothekwesen, Jahrgang 43, 1926, p. 157—172). Nach den Feststellungen Panzers bestand das Liederbuch ursprünglich aus einer Sammlung von 110 Dichtern mit Bildern. Der Text wurde später durch Einschübe erweitert auf 140 Dichter. Sehr zutreffend schließt Panzer daraus auf einen bewußten Sammelwillen, der sich an der Handschrift betätigte. «Das Wesentlichste ist, daß die Handschrift, wie sie

vorliegt, gewiß nicht einfach die Abschrift einer Vorlage sein kann. Sie war vielmehr von Anfang an auf Vermehrung angelegt, und bewußter Sammelwille ist in ihr immer wieder wirksam geworden». Zur Frage der Entstehung der Handschrift zieht Panzer als Vergleich die «Würzburger Liederhandschrift» herbei. Es ist dies eine große Sammelhandschrift, in der der angesehene und gelehrte Protonotar der Bischöfe von Würzburg, Michael vom Löwenhofe, neben mancherlei Aufzeichnungen anderer Art auch lateinische und deutsche Dichtungen hat einschreiben lassen, darunter ein gut Teil Minnegesangs. Seine Teilnahme war auch für die Persönlichkeiten der Sänger rege genug, daß er — eine in Deutschland ganz vereinzelte Kostbarkeit — etliche Notizen lebensgeschichtlicher Art über mehrere Dichter hat eintragen lassen; wir verdanken diesem Umstande die Überlieferungen von Walthers Grabschrift. Die interessanteste Mitteilung über solche Sammeltätigkeit, so stellt Panzer fest, findet sich aber in den schon erwähnten Strophen Hadlaubs über die Sammeltätigkeit der Manesse. Wie sah nun die Sammlung der Manesse aus? Halten wir sie noch in den Händen, oder hängt unsere Liederhandschrift, wie man ihr nachsagt, wenigstens mit ihr zusammen? Zunächst sind wiederum verwandte Beispiele heranzuziehen. Die unter den Namen der Alten oder Kleinen Heidelberger Liederhandschrift sowie die Weingartner Liederhandschrift stehen beide zu dem Manessischen Codex in dem Verhältnis, daß alle drei aus einer älteren, gemeinsamen Vorlage geschöpft haben müssen. Als Hauptergebnis der Vergleichung der drei Handschriften hält Panzer folgendes fest: die Manessische Liederhandschrift ist mit einem nicht kleinen Teile ihres Bestandes nur die Wiederholung einer älteren, noch im 13. Jahrhundert entstandenen und schon umfangreichen Sammlung von Minneliedern. Die Lieder waren dort bereits nach den Verfassern geordnet mit einer Reihenfolge, die der in unserer Handschrift festgehaltenen vielfach entsprach. Vor den Liedern eines jeden Verfassers befand sich ein Bild, das Person und Wappen des Sängers darstellte.

Das sog. Nagler'sche Bruchstück, ein Fragment in der Preußischen Staatsbibliothek zu Berlin, möchte Panzer für Zürich in Anspruch nehmen, wo es aus der Manessischen Sammlung schöpfte, die schon Text und Bilder bereit stellte. Nun bewahrt die Preußische Staatsbibliothek noch ein weiteres Bruchstück, das man nach seinem vormaligen Besitzer das Troß'sche zu nennen pflegt. Es ist das Fragment einer Handschrift aus dem 15. Jahrhundert, die eine sehr genaue Kopie der Manessischen gewesen ist. Man darf daher das Bruckstück nicht, wie es noch in der kritischen Ausgabe der Lieder Heinrichs von Morungen in «Minnesangs Frühling» (Des Minnesangs Frühling; mit Bezeichnung der Abweichungen von Lachmann und Haupt und unter Beifügung ihrer Anmerkungen neu bearbeitet von Friedrich Vogt. 4. Ausgabe 1923) geschehen ist, als selbständigen Zeugen der Überlieferung werten. Das Troß'sche Bruchstück läßt sich also nicht für die Vorgeschichte der Handschrift verwerten, aber es ist ein

fesselndes Zeugnis für ihr Nachleben. Es beweist, daß die Handschrift 100 Jahre nach ihrer Entstehung in Text und Illustration noch einmal und, nach der Schreibung zu schließen, wieder in Zürich, wo sie also noch lag, aufs sorgfältigste nachgebildet wurde.

Einläßlich befaßt sich Panzer mit den Bildern und den Wappen der Handschrift. Man hat früher wohl zu einseitig jede Beziehung der Bilder mit den Lebensumständen der Dichter bestritten. Wenn auch nicht für alle Bilder eine solche Beziehung vorhanden sein dürfte, so kommt Panzer doch zum Ergebnis, daß der Maler der Bilder Lebensumstände der Dichter gekannt haben muß, von denen die Lieder nichts berichten; m. a. Worten, daß also hier viel stärkere Zusammenhänge vorhanden sind, als man noch früher anzunehmen geneigt war. Auch Panzer kommt, mehr vom sprachlichen Standpunkt her, auf die Kontroverse Zürich oder Konstanz als Entstehungsort zu sprechen und entscheidet sich vollkommen für Zürich. Den Zusammenhang mit den von Hadlaub erwähnten Manesse, mit Rüdiger II., dem Custos Johannes und mit Rüdiger IV., möchte Panzer auf folgende Weise deuten: « Unsere Handschrift (d. h. also die heute auf der Heidelberger Universitätsbibliothek liegende Handschrift, die wir gewöhnlich als die « Manessische Liederhandschrift » bezeichnen) ist nicht die Sammlung der Manesse selbst, dafür ist sie nach Schrift und Bildstil zu jung. Sie kann erst in den Jahrzehnten nach dem Tod jener beiden Manesse entstanden sein, die Hadlaub rühmt (Rüdiger II., gest. 1304, Custos Johannes, gest. 1297). Sie ist auch keineswegs eine einfache Kopie des von den beiden Manessen Gesammelten. Vielmehr hat sie in Fortsetzung ihrer Bemühungen einen bedeutenden Grundstock nach und nach zu der jetzigen umfassenderen Gestalt erweitert. Dieser Grundstock aber kann recht wohl eine Kopie jener Sammlung gewesen sein, die die Manesse vermutlich mit Aufwand haben schreiben und malen lassen nach einzelnen Liederblättern und -büchern sowohl als nach schon zusammengefaßten, vielleicht sogar schon illustrierten Sammlungen solcher Blätter und Liederbücher, die ihrem Eifer in Zürich zusammenzubringen gelang. Eine Abschrift davon war auch die Handschrift, von der das Nagler'sche Bruchstück übriggeblieben ist. Anzunehmen, daß auch der Weingartner Handschrift die alte Manessesammlung als eine ihrer Vorlagen gedient hat, besteht kein entscheidendes Hindernis, auch wenn die Weingartner Handschrift wirklich in Konstanz geschrieben wurde ».

Sie sind also Sillib und Panzer übereinstimmend zu dem Ergebnis gelangt, daß die These vom Konstanzer Ursprung zu verwerfen wäre, daß vielmehr die Handschrift Anhaltspunkte genug böte, um ihre Entstehung in Zürich zu erkennen. Im Mittelpunkt der Erwägungen steht das Hadlaubbild und die auf die Manesse bezüglichen Verse Hadlaubs. Im weiteren gehen nun aber die Ansichten Sillibs und Panzers auseinander: für Sillib ist die Handschrift wohl schon von Rüdiger II. Manesse geplant gewesen und vielleicht noch zu seinen Lebzeiten (er starb 1304) begonnen worden; nur für die Bilder will Sillib den Spielraum um einige Jahre verlängern; die

Nachträge seien unter Rüdigers Sohn und Nachkommen etwa zwischen 1315 und 1330—1340 hinzugefügt. Jedenfalls sei die Handschrift das auf der Unterlage der von den Manesse gesammelten Liederhandschriften hergestellte Original. Gerade in diesem Punkte weicht Panzers Meinung ab; für ihn ist die vorliegende Handschrift nicht die Sammlung der Manesse selbst; dafür sei sie in Schrift und Bildstil zu jung; sie könne erst in den Jahrzehnten nach dem Tode Rüdigers II. entstanden sein und sei auch nicht als einfache Kopie der anzunehmenden ursprünglichen Manessehandschrift aufzufassen.

Soviel wir sehen, ist diese Frage vorläufig noch offen geblieben, und es ist auch vom kunstgeschichtlichen Standpunkt aus nicht möglich gewesen, ihr mit entscheidenden Argumenten näher zu kommen. Immerhin enthält die dritte Studie: Arthur Haseloff, Die kunstgeschichtliche Stellung der Manessischen Handschrift, eine Menge von bedeutungsvollen Beobachtungen und Überlegungen. Haseloff hält an der von Joh. Rudolf Rahn und von Adolf von Oechelhäuser vorgenommenen Aufteilung der Bilderfolge fest: es werden vier verschiedene Maler angenommen. Die vier Maler bezeichnet Oechelhäuser mit den Buchstaben G, resp. N I, II und III. G bedeutet den Maler des Grundstockes, dem 110 Bilder, N I bis III die Maler der drei Nachträge, denen 20, resp. 4 und 4 Bilder zugewiesen werden. Diese Form der Bezeichnung hat auch Haseloff beibehalten und er gibt noch einmal das gesamte Verzeichnis der 140 Minnesänger in ihrer Zuteilung an die einzelnen Maler. Wir haben also auszugehen von der Tatsache, daß die Manessehandschrift, nachdem zunächst der umfangreiche Grundstock fertiggestellt war, längere Zeit hindurch ergänzt worden ist: an dieser Fortsetzung haben nach Oechelhäuser 6 verschiedene Schreiber und 3 Maler gearbeitet. Eine Identität von Schreiber und Maler kommt kaum in Frage. Offen bleibt auch die weitere Frage, ob die Bilder aus einer Klosterwerkstatt oder aus der Werkstatt von Laien stammen. Wertvoll wäre es, wenn auf stilkritischem Wege die Bilder und Initialen der Manessehandschrift in einen größeren Zusammenhang eingeordnet werden könnten, oder wenn eine Geschichte der Buchkunst der schweizerischen und alemannischen Gebiete ausgearbeitet werden könnte, die uns erlauben würde, die Manessehandschrift mit dem einen oder anderen Mittelpunkt in feste Verbindung zu bringen, bezw. durch das negative Ergebnis der Stilvergleichung ihre Entstehung durch ansäßige Künstler an diesem oder jenem Orte auszuschließen. Auch in diesem Punkte muß die Forschung heute noch mit einem « non liquet » antworten. Was die im Erscheinen begriffene Wappenrolle von Zürich betrifft (Neuausgabe auf Veranstaltung der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich), so bleibt nach der Auffassung Haseloffs das Ergebnis der wissenschaftlichen Bearbeitung durch Friedrich Hegi und Walther Merz abzuwarten. Erst dann wird es möglich sein, die von Paul Ganz vermutete Beziehung zwischen der Wappenrolle und dem reichen heraldischen Schmuck der Manessehandschrift zu klären. (Inzwischen ist die Schlußlieferung der

« Wappenrolle von Zürich » mit der von Friedrich Hegi bearbeiteten « Einleitung » erschienen. Es soll in einem besonderen Referat in dieser Zeitschrift auf dieses Denkmal mittelalterlicher Heraldik und besonders auf die von Hegi geprüften Beziehungen zur heraldischen Ausstattung des Manessekodex eingegangen werden. Der Ref.)

Die weiteren Ausführungen Haseloffs suchen weniger die Hand der Maler der Manessehandschrift in anderen Handschriften wieder nachzuweisen, als vielmehr « die Vergleichung mit der Illustration stofflich verwandter Handschriften durchzuführen oder allgemeinere Beziehungen zu gegenständlich verwandten Monumentalbildern aufzudecken ». Der Bilderkreis der Manessehandschrift ist weder im Grundstock noch in den Zusätzen ohne weiteres als eine Originalschöpfung anzusehen. Die Weingartner und die Manessehandschrift sowie das Nagler'sche und das Troßsche Fragment weisen auf ein gemeinsames Vorbild zurück, das bestimmte Bildtypen für die Illustration enthielt. So scheint also auch Haseloff geneigt, eine Art von « Urhandschrift » anzunehmen, über deren Aussehen und allfällige Abhängigkeit er aber keine Vermutungen äußern möchte. Im weiteren Verlauf sucht Haseloff alle ihm zugänglich gewesenen Beispiele von Handschriften mit Folgen von Verfasserbildern zu nennen, ohne aber zu einem positiven Ergebnis zu kommen. Der Einfluß der französisch-gotischen Kunst darf als ausgeschlossen gelten, nachdem die von Erich Stange herangezogenen Bilder des Rosenromans als moderne Fälschungen nach Bildern der Manessehandschrift entlarvt worden sind. Es kann sich lediglich um die große Ähnlichkeit eines Bildes in einer Handschrift der Chansons anciennes in lateinischer und französischer Sprache in der Bibliothek zu Montpellier handeln. Allein bestimmtere Schlüsse lassen sich auch hier nicht ziehen. Von anderer Seite ist vermutet worden, die Handschrift müsse vor 1314 vollendet gewesen sein, da das Bild zu den Dichtungen des von Buwenberg die Beraubung des Klosters Einsiedeln durch die Schwyzer im Jahre 1314 darstellen soll. Seit nun Kohlhausen eine ähnliche Darstellung auf einem Minnekästchen aus Konstanz im Schweizerischen Landesmuseum in Zürich nachgewiesen hat, wird die Beziehung des Bildes auf das Ereignis von 1314 doch wieder zweifelhaft (Heinrich Kohlhausen, Minnekästchen im Mittelalter, Berlin 1928). Zusammenfassend äußert sich Haseloff zur Datierung folgendermaßen: Von rein stilkritischen Gesichtspunkten ausgehend ist die etwas frühere Ansetzung, wie sie durch Sillib gefordert wird, möglich. Der Maler G und N I und N II haben sich im großen Ganzen an ältere Vorbilder gehalten; immerhin ist in den Nachträgen eine Annäherung an die gotische Weise der Buchmalerei festzustellen. Eine wirkliche Durchbrechung der künstlerischen Auffassung läßt sich erst bei dem Maler N III nachweisen, dessen Art zu vergleichen ist mit dem sog. Balduineum, d. h. der Bilderchronik der Romfahrt Kaiser Heinrichs VII. und seines Bruders, des Erzbischofs Balduin von Trier. Das Balduineum ist geraume Zeit nach den Ereignissen, die es schildert,

entstanden; jedenfalls bezeichnet das vierte Jahrzehnt des Jahrhunderts die äußerste Grenze, die wir für die Entstehung der letzten Bilder der Manessehandschrift annehmen dürfen.

Soviel über den Inhalt des Textbandes zur Manessischen Liederhandschrift. In einem Anhang hat Rudolf Sillib die Titel der Abhandlungen zum Thema « Manessische Liederhandschrift » zusammengestellt und sich damit den Dank aller erworben, die sich eindringender mit dem Fragenkreis der Handschrift befassen. (Im « Anhang » fehlt: J. Mone, Eine Kritik der Wappen der deutschen Minnesinger, in: Der deutsche Herold, Bd. 24 [1893].) Zu bedauern bleibt nur, daß alphabetische Register zu diesem Einleitungsband fehlen.

Was vor mehr als anderthalb Jahrhunderten Johann Jakob Bodmer, und was Gottfried Keller in den Zürcher Novellen in dichterischer Form über die Entstehung des alten Liederbuches gesagt haben, hat durch die ungemein verfeinerte Forschung der neuesten Zeit und die meisterhafte Wiedergabe des Codex eine Vertiefung und Förderung erfahren. So wird durch diese jüngsten Arbeiten zur Geschichte der Liedersammlung in eindrucksvoller Weise bestätigt, daß die Manessische Lieder-Handschrift auch in Zukunft die Quelle sein wird, aus der wir unsere Vorstellung von jener großen Periode des Minnesanges gewinnen. Wir möchten dem soliden Textbande von Sillib, Panzer und Haseloff recht viele schweizerische Leser wünschen.

Zürich. Anton Largiadèr.

PETER LIVER, *Vom Feudalismus zur Demokratie in den graubündnerischen Hinterrheintälern.* (Abgedruckt im 59. Jahresbericht der Histor. Antiquar. Gesellschaft des Kts. Graubünden 1929.) Zürcher Diss. XXIV + 136 S.

Es gehört zum Interessantesten der Geschichte des ausgehenden Mittelalters, den allmählichen Übergang der alten historischen, rechtlichen und sozialen Verhältnisse in neue im Entstehen begriffene Formen zu verfolgen. Während die Entwicklung in monarchischen Ländern über den Feudalismus zur Ausbildung der Landesherrlichkeit und mit schrittweiser Unterdrückung der dem Volke verbliebenen Rechte zum schließlichen Absolutismus führt, bietet der Gang der Ereignisse in den demokratischen Schweizerkantonen und auf dem Gebiet der ehemaligen III Bünde ein gerade entgegengesetztes Bild. Er führt nicht über Feudalismus zu Fürstenmacht und Absolutismus, sondern vom Feudalismus zur Demokratie.

Geradezu klassische, bis in die letzten Einzelheiten dieser letztern Entwicklung durchgeführte Beispiele bietet uns die obgenannte Arbeit von Peter Liver aus dem bündnerischen Hinterrheingebiet. Der Verfasser begnügt sich dabei nicht mit einer einfachen Schilderung des Verlaufs dieser Entwicklung, er geht vielmehr den Ursachen, die zu einer solchen Entwicklung führten, nach. Dabei kommt er auf verschiedene, noch immer stark umstrittene Fragen zu sprechen, wie die Markgenossenschaft und deren Auf-

lösung, die Gliederung der untern Volksschichten in Leibeigene, Hörige und Freie, die Rolle der hier in größerer Anzahl seßhaften alten, in der Grafschaft Laax vereinigten Freien (Freie von Portein, Freie am Schamserberg etc.), sowie der seit dem letzten Viertel des 13. Jahrhunderts immer mehr sich ausbreitenden Walser.

Nicht weniger instruktiv geht Liver auf die Art des Vorgehens auf dem Wege, der vom Feudalismus zur Demokratie führte, ein. War dieser Weg bei Schams verhältnismäßig kurz, dafür aber von kriegerischen Explosionen begleitet, so führte er bei den andern Talschaften teils in einem Jahrhunderte langen zähen, prozeß- und urteilereichen Kampf über eine immer stärkere Einflußnahme auf die Gerichts- und Verwaltungsbehörden der feudalen Gewalten zum endlichen Ziele, teils brachte erst die französische Revolution mit ihren Folgeerscheinungen den Weg zu einem erfolgreichen Abschluß.

Alle diese verschiedenen, sich ungeachtet des verhältnismäßig kleinen Gebietes nie wiederholenden sozialen, wirtschaftlichen und politischen Entwicklungen, weiß der Verfasser geschickt in ein einheitliches Bild zusammenzufassen, das getragen ist von dem einen Gedanken an die trotz aller Verschiedenheiten und Hindernisse stetig fortschreitende Entwicklung zur Freiheit und Demokratie.

Das Gegenstück zu diesem Teil von Livers Arbeit bildet die einläßliche, treffliche, wohl zum Besten seiner Ausführungen gehörende Schilderung eines — ja des typischen Vertreters des niedergehenden Feudalismus in diesen Tälern, nämlich Georgs, des letzten Grafen von Werdenberg-Sargans, des damals größten Territorialherrn in jenen Gebieten.

Dem Verfasser stand für seine Forschungen ein umfassendes, bisher wenig, zum Teil gar nicht bekanntes Quellenmaterial zur Verfügung. Er hat dieses in gründlicher Weise allseitig ausgeschöpft und dabei durch besondere Herausarbeitung der in seinem Stoffgebiet reichlich vorhandenen prinzipiellen Fragen sein Thema über eine rein lokale Talschaftsgeschichte zu einem Werk auszugestalten gewußt, an dem künftig kein Historiker, der sich mit Sozial-, Wirtschafts- und Verfassungsgeschichte des schweizerischen Alpengebietes befaßt, achtlos wird vorbeigehen können. Hoffentlich wird auch der erste, noch ungedruckte, die Rechtsgeschichte und die politische Geschichte dieser Täler enthaltende Teil, recht bald im Druck erscheinen.

Chur. Paul Gillardon.

Taschenbuch der Historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für das Jahr 1929. Aarau 1930. Sauerländer. 275 S.

Die wissenschaftliche Hauptarbeit des 18. Taschenbuches der Historischen Gesellschaft des Kantons Aargau, die Studie von Hektor Ammann «Neue Beiträge zur Geschichte der Zurzacher Messen» ist oben S. 397 im Rahmen wirtschaftshistorischer Arbeiten in dieser Zeitschrift besprochen worden. An dieser Stelle sei auf den weiteren Inhalt des Taschen-

buches hingewiesen, so auf die Arbeit von Hans Herzog, Der ursprüngliche Standort des Chorherrenstiftes Schönenwerd, auf die Studien von Walther Merz über das älteste Stadtsiegel von Mellingen und über das Amt Hitzkirch der Freien Ämter. Ernst Zschokke widmet dem verstorbenen Staatsarchivar und Kantonsbibliothekar des Kantons Aargau, Hans Herzog, ein wohl abgewogenes Lebensbild. Bedeutungsvoll ist der programmatische Beitrag des neuen aargauischen Staatsarchivars Hektor Ammann, der sich im Namen der Historischen Gesellschaft des Kantons Aargau, deren Vorstand er angehört, ausspricht über die *Aufgaben der historischen Forschung im Aargau.* Das Programm Ammanns zeichnet sich aus durch große Planmäßigkeit. Die Pflege der historischen Forschung in unseren Kantonen ist oft genug dem Zufall überlassen und jeder, der sich in den Neuerscheinungen umsieht, muß zum Schluß kommen, daß oft unnötige Doppelarbeit geleistet wird, die bei planmäßigem Vorgehen hätte vermieden werden können. Die historische Gesellschaft des Kantons Aargau hat nun beschlossen, die Herausgabe der aargauischen Urkunden systematisch an die Hand zu nehmen. Dabei sollen die Urkunden einzelner Archive oder Archivteile geschlossen veröffentlicht werden. Eine Probe liegt vor im ersten Heft dieses Unternehmens (Die Urkunden des Stadtarchivs Lenzburg, herausgegeben von Walther Merz), das unten näher besprochen wird. Was die Rechtsquellen des Kantons Aargau betrifft, so steht der Kanton seit Jahren an der Spitze der Sammlung schweizerischer Rechtsquellen, dank der erstaunlich reichen Editorentätigkeit von Walther Merz. Sodann hat gleichzeitig ein neues Unternehmen darstellender Natur begonnen, das hauptsächlich als Vorbereitungsmittel für den in Geschichte unterrichtenden Lehrer gedacht ist: Aargauische Heimatgeschichte (herausgegeben von Hektor Ammann und Otto Mittler), dessen erster Teil ebenfalls unten angezeigt wird.

Was aber dem Ammann'schen Programm die größte Werbekraft verleihen dürfte, das sind die Forderungen in Bezug auf Sicherung, Ordnung und Zugänglichmachung der Archive. Es hat sich im Aargau gezeigt, daß bei der Gründung des Staatsarchivs im Jahre 1803 wessentliche Teile von Archivbeständen in den Bezirken zurückblieben (z. B. Gerichtsakten, Verwaltungsakten und Urkunden, die noch finanzielle Bedeutung hatten oder haben konnten). Leider ist manches von diesen Beständen heute verschwunden und vor allem: es hatte niemand mehr einen Überblick über das Ganze und die dezentralisierten Bestände blieben für die historische Forschung unerreichbar. Im Jahr 1929 hat die Leitung des Staatsarchivs alle Bestände aus der Zeit vor 1803, sowie geschichtlich wichtige, von den Bezirksbehörden heute nicht mehr benötigte Dokumente aus dem 19. Jahrhundert nach Aarau transportieren lassen und es wird nun mit der Sichtung und Ordnung der Bestände begonnen. Dabei mußten die größten Verluste konstatiert werden: in Rheinfelden waren alle Pergamenturkunden verschwunden, ebenso in den Freien Ämtern, und ein Rest des Aktenarchivs

fand sich dort in einer Gefangenenzelle auf dem Estrich des Bezirksgebäudes in Muri in 15 Schubladen! In den achtziger Jahren des letzten Jahrhunderts wurde das dem Bezirksgericht Kulm zur Verwahrung übergebene Bücherarchiv der Grafschaft Lenzburg und der Herrschaften Liebegg und Rued «bereinigt». Es waren damals nach einem Verzeichnis noch rund 500 Bände vorhanden. Das Obergericht untersagte ausdrücklich die Vernichtung der Protokolle u. s. w. Heute ist von dieser ganzen Masse von Dokumenten keine Spur mehr vorhanden! Außerdem sind in Kulm auch die Bestände aus der Helvetik bei Bezirksgericht und bei Bezirksamt mit verschwunden. Solche Beispiele beweisen, daß auch in der Gegenwart große Verluste an geschichtlichen Dokumenten eintreten können, wenn keine sachgemäße Aufbewahrung stattfindet. Man wird deshalb die Forderung Ammanns nach Sicherung und Ordnung der Archive nur unterstützen können. Das Gleiche gilt von seiner Forderung nach Zugänglichmachung der Archive. Ammann plant die Herausgabe eines gedruckten Archivregisters für das aargauische Staatsarchiv und für die Bestände der noch nicht inventarisierten Stadtarchive von Brugg, Klingnau, Kaiserstuhl, Laufenburg, Rheinfelden und Zurzach. Sodann beabsichtigt er die Inventarisierung der noch übrigen 230 Gemeindearchive des Kantons. Zu dieser Arbeit sollen die Mitglieder der aargauischen historischen Gesellschaft herangezogen werden. — Mit der Genugtuung über den entschiedenen Willen zur Sanierung der Archivverhältnisse und über die Offenheit, mit welcher Ammann die Mißstände zur Sprache bringt, verbindet sich das Bedauern, daß nach den Feststellungen Ammanns eine Reihe von wertvollen Beständen als endgiltig verloren zu betrachten sind. Am 21. und 22. Juni 1930 tagte die Vereinigung schweizerischer Archivare in Zürich und bei diesem Anlaß hielt Dr. Edwin Hauser, Adjunkt am Staatsarchiv des Kantons Zürich, ein Referat über: «Aufsicht und Ordnung von Bezirks-, Gemeinde- und Notariatsarchiven». Die restlose Zustimmung, die die Ausführungen des Referenten gefunden haben, ist ein Beweis für die Richtigkeit des von Hektor Ammann postulierten Vorgehens im Kanton Aargau.

Zürich. Anton Largiadèr.

Aargauische Heimatgeschichte. Herausgegeben von Hektor Ammann und Otto Mittler. Erscheint in zwölf Lieferungen mit durchschnittlich 80 Seiten Text, Bildertafeln und Karten. Lieferung II: Römerzeit. Von Rudolf Laur. Mit 16 Bildertafeln und einer Karte. Aarau 1930. Sauerländer. Seiten 82—168.

Auf Veranlassung der Historischen Gesellschaft des Kantons Aargau beginnt in guter Ausstattung und in handlichem Format eine Aargauische Heimatgeschichte zu erscheinen, herausgegeben von Staatsarchivar Dr. Hektor Ammann (Aarau) und Bezirkslehrer Dr. Otto Mittler (Baden). Das Unternehmen ist als Vorbereitungsmittel in der Hand des

Geschichte unterrichtenden Lehrers für höhere Schulen gedacht. Die zweite Lieferung, welche zuerst im Druck erschienen ist, behandelt die Römerzeit und ist verfaßt von Rudolf Laur in Brugg, der in den letzten Jahren in steigendem Maße an den Ausgrabungsarbeiten in Vindonissa und an der wissenschaftlichen Verarbeitung der Ergebnisse teilgenommen hat und der sich als guter Kenner der Römerzeit erweist. Neben Aventicum und Augusta Raurica ist Vindonissa der wichtigste Punkt römischen Lebens in unserem Lande, wovon das mustergültige Museum in Brugg beredtes Zeugnis ablegt. So bietet der Aargau für unterrichtliche Zwecke selten schöne Beispiele und Laur hat es verstanden, sie seiner Arbeit dienstbar zu machen. Seine Darstellung gliedert sich in folgende Abschnitte: Rom — Die Helvetier — Die Besetzung des Landes durch die Römer — Die erste Militärzeit — Die militärlose Zeit (100—260 v. Chr.) — Die zweite Militärzeit — Das Standlager Vindonissa — Auf dem Lande (Straßen und Landhäuser) — Aquae Helveticae, die Landstadt Baden im Aargau — Augusta Raurica, die Nachbarstadt — Das Handwerk. Beigegeben ist dem Bande Laurs eine Karte der römischen Funde (Maßstab 1 : 150 000) und eine Folge von 16 gut ausgewählten Bildtafeln.

Das Werk der Aargauischen Heimatgeschichte ist auf zwei Bände veranschlagt, deren jeder sechs Lieferungen umfassen soll. Der erste Band enthält den Stoff bis zum ausgehenden Mittelalter unter folgenden Gesichtspunkten: 1. Landeskunde und Vorgeschichte. 2. Römerzeit. 3. Beim deutschen Reich. 4. Kirche und Klöster. 5. Adel und Burgen. 6. Städte und Bürgertum. Der zweite Band weist als Hauptabschnitte auf: 7. Der eidgenössische Aargau. 8. Der Glaubensstreit. 9. Unter den gnädigen Herren. 10. Der junge Kanton. 11. Auf dem Wege zum Bundesstaat. 12. Im neuen Bundesstaat. Soweit nach der vorliegenden Probe beurteilt werden kann, werden die Verfasser auf wissenschaftliche Anmerkungen und auf Kontroversen verzichten und sich in erster Linie die Aufgabe stellen, die Ergebnisse der im Aargau ungewöhnlich reichen historischen Forschung zusammenzufassen und dem Lehrer und dem gebildeten Leserpublikum zu vermitteln. Hoffentlich gelingt es, das Werk in absehbarer Zeit abzuschließen, auf daß ihm nicht das Schicksal der Schweizer Kriegsgeschichte beschieden sein wird!

Zürich. Anton Largiadèr.

Hektor Ammann, *Der Aargau in den Burgunderkriegen.* Sonderdruck aus: Taschenbuch des Kantons Aargau für das Jahr 1927. Aarau 1927. 60 S., 5 Beilagen.

Blieb dem Aargau unter habsburgischer Führung bis 1415 wenigstens die geographische Einheit gewahrt, so verunmöglichte die Aufteilung unter die eidgenössischen Orte auf Jahrhunderte hinaus jede staatliche Selbständigkeit. Es ist daher ein undankbares Unterfangen, den militärischen Leistungen

des in drei größere Territorien zerrissenen Gebietes während den burgundischen Feldzügen nachzugehen und der Verfasser muß sich damit zufrieden geben, durch die in den Beilagen veröffentlichten Auszüge aus den Stadtrechnungen von Baden Einblicke in die mittelalterliche Technik der Verpflegung und Kriegsmaterialbeschaffung zu vermitteln. Eine schwarz-weiß Übersichtskarte versucht noch bestehende Unklarheiten über die burgundischen Besitzesverhältnisse zu heben.

Wallisellen. Werner Schnyder.

Aargauer Urkunden, herausgegeben von der Historischen Gesellschaft des Kantons Aarau. Erster Teil: Die Urkunden des Stadtarchivs Lenzburg. Mit Unterstützung der Stadt Lenzburg herausgegeben von WALTHER MERZ. Mit 4 Tafeln und 2 Textabbildungen. Aarau 1930. Sauerländer. VIII + 109 S.

Unsere schweizerischen Urkundenbücher leiden alle mehr oder weniger an dem Nachteil, daß als Begrenzungsgebiet für die Stoffauswahl ein modernes Gebilde, d. h. ein kantonaler Staat genommen wird. Die Gefahr, daß dabei die alten geschichtlichen Zusammenhänge zerrissen werden, ist groß. Am einfachsten liegt die Sache natürlich bei Urkunden- und Regestenwerken, die sich auf einen alten kirchlichen Bezirk oder auf eine alte geistliche Stiftung beziehen, wie dies z. B. für die Regesta Episcoporum Constantiensium oder für das Urkundenbuch der Abtei St. Gallen zutrifft. Städtekantone, wie Basel, Bern oder Zürich, können mit Recht die geschichtliche Entwicklung des betreffenden städtischen Gemeinwesens in den Mittelpunkt stellen, aber auch da können sich Schwierigkeiten ergeben, wie das auch von den Herausgebern des Urkundenbuches der Stadt und Landschaft Zürich im Vorwort zu Band I dieses Unternehmens (Zürich 1888) Seite VIII zum Ausdruck kommt: man richtete sich in der Stoffauswahl «nach den heutigen Kantonsgrenzen, ohne Rücksicht darauf, ob das betreffende Gebiet zur Zeit der Ausstellung der betreffenden Urkunde schon in einer Beziehung zur Stadt Zürich gestanden habe». Für einen Kanton wie den Aargau, der erst im 19. Jahrhundert seine endgültigen Grenzen erhalten hat, ist ein umfassendes aargauisches Urkundenbuch nahezu ein Ding der Unmöglichkeit, denn es fehlte bis 1798 an einem politischen Zentrum für die heute den Kanton bildenden Landschaften. So ist es eigentlich kaum zu bedauern, daß der Plan zu einem großen Werk nie hat verwirklicht werden können, denn in einem solchen Falle ist die Einzelpublikation am Platze. Solche Einzelpublikationen stecken in den «Rechtsquellen des Kantons Aargau» und in diversen kleineren Ausgaben. Die Historische Gesellschaft des Kantons Aargau hat nun beschlossen, eine aargauische Urkundensammlung herauszugeben, die geschlossene Archivbestände einzelner Städte, Herrschaften oder Klöster in abgeschlossenen Heften oder Bänden enthalten soll. Dieses Verfahren führt sicherlich auch zum Ziel, wenn die Anfertigung guter Register

gewährleistet ist. Als erstes Heft der « Aargauer Urkunden » erscheinen jetzt die Urkunden des Stadtarchivs Lenzburg, bearbeitet von Walther Merz. Es sind 182 Nummern in Regestenform, umfassend den Zeitraum von 1306 bis 1795. Auf die mittelalterliche Periode, d. h. die Zeit bis 1500, entfallen 69 Nummern, von denen der größte Teil schon anderwärts gedruckt ist. Stofflich reichen die Urkunden ins Privat- und Strafrecht, seltener in das eigentlich politische Gebiet. Register und Siegeltafeln sind wertvolle Beigaben zu der einwandfreien Edition. — Besonders begrüßenswert ist die Tatsache, daß ein systematisches Unternehmen vorliegt, an dem alle Sachkenner beteiligt sind, ein Vorzug, der der Brentani'schen Publikation (vgl. oben Seite 115—117) leider abgeht.

Zürich. Anton Largiadèr.

Rudolf Olaf Tönjachen, *Baldiron und die drei rätischen Bünde.* Ein Beitrag zur Geschichte der Bündner Wirren mit einer rechtsgeschichtlichen Darstellung der Herrschaftsverhältnisse im Unter-Engadin und Prättigau im Mittelalter. Diss. Bern. Samaden und St. Moritz 1930. Druck und Verlag der Engadin Preß Co. VIII + 203 S.

Diese kürzlich im Druck erschienene Berner Dissertation widmet ihren ganzen ersten Teil der im Untertitel genannten rechtsgeschichtlichen Darstellung der Herrschaftsverhältnisse im Unterengadin und Prättigau im Mittelalter. Die Rechtsverhältnisse dieser beiden Täler namentlich hinsichtlich ihrer Bindungen gegenüber Österreich haben in den letzten Jahrzehnten verschiedene Bearbeitungen erfahren, es sei für das Unterengadin auf die Arbeiten von Hammerl, Stolz, Jecklin und Valer, für das Prättigau auf diejenigen von Kind und D. A. Ludwig verwiesen. In einer kritischen Vergleichung dieser wertvollen Arbeiten baut nun Tönjachen auf Grund eigener eingehender Forschungen eine eigentliche Rechtsgeschichte namentlich des Unterengadins, in kürzerer Fassung ebenfalls der VIII Gerichte auf, wobei auch die allgemeinen politischen Verhältnisse der III Bünde vor 1620 eine entsprechende Darstellung und Würdigung erfahren. Er vermittelt damit dem in der ziemlich verwickelten Rechtsgeschichte dieser Täler und der bündnerischen Geschichte dieses Zeitraums überhaupt weniger Erfahrenen eine willkommene historische Begründung und Erklärung des im zweiten Teil seiner Arbeit behandelten Stoffes.

Dieser zweite Teil von Tönjachens Abhandlung ist den politischen und kriegerischen Ereignissen in den III Bünden während der Jahre 1621/22 gewidmet, wobei bei letztern der österreichische Heerführer Oberst Baldiron in den Mittelpunkt des Interesses gerückt wird. In einem ersten Kapitel setzt sich der Verfasser mit dem diplomatischen Vorspiel der kommenden kriegerischen Aktionen auseinander. In treffenden Ausführungen bespricht er das Verhältnis zu den Eidgenossen, die beginnende Einmischung des Auslandes in die Bündner Wirren, das Verhalten der « Bandisierten » (Rudolf und Pompejus von Planta u. s. w.), den Einfall ins Münstertal und die da-

durch hervorgerufene Gegenaktion der französischen Partei. Die Verhandlungen auf der Konferenz zu Luzern im Sommer 1621 werfen ein helles Licht auf die internationale Behandlung der bündnerischen Schwierigkeiten. Sehr interessant ist die Zusammenstellung über die Finanzierung der österreichischen Kriegsrüstungen, nicht weniger die durch die Forschungen Tönjachens bestätigte Feststellung, daß die österreichische Invasion von langer Hand vorbereitet war und der Wormser Zug der Bündner nur den willkommenen Vorwand dazu bot. Die darauf folgenden kriegerischen Ereignisse vom Herbst 1621 bis September 1622 finden nun eine besonders die Tätigkeit des Oberbefehlshabers der österreichischen Truppen, des Obersten Alois von Baldiron, eines Welschtirolers aus dem Fleimstal, berücksichtigende neuartige Darstellung. Die führende Stellung behielt Baldiron vom ersten Einfall im Herbst 1621 bis zu dessen Abzug am 17. Juni 1622 bei, am zweiten Einfall unter Graf Alwig von Sulz nahm er nur mehr als Unterführer teil. Sein Verhalten sowohl beim ersten als beim zweiten Einfall erwarb sich bei der Bevölkerung so wenig Sympathie, daß Baldiron noch heute im Unterengadin in böser Erinnerung steht und als Kinderschreck dient. Tönjachen sucht seiner Tätigkeit immerhin in jeder Weise gerecht zu werden, er war ein getreuer Diener seines Herrn und wandte seiner geringen Bildung entsprechend diejenigen Kriegsmittel an, deren sich auch andere Heerführer des 30jährigen Krieges bedienten. Nach dem Abschluß des Lindauer Vertrages fand er auf einem andern Kriegsschauplatz Verwendung und muß um 1639 gestorben sein.

Tönjachens Arbeit bietet eine wertvolle Bereicherung der bündnerischen geschichtlichen Literatur. Die vergleichende Zusammenfassung der bisher in Einzeldarstellungen zur Sprache gebrachten geschichtlichen Fragen kann sich dabei auf eigene eingehende Forschungen stützen. Der Arbeit ist im Anhang ein als « Anmerkungen » bezeichneter wissenschaftlicher Apparat beigegeben, der einen aufschlußreichen Einblick gewährt in das umfassende Schaffen, das dieser erfreulichen Neuerscheinung zu Grunde liegt.

Chur. Paul Gillardon.

Gonzague de Reynold, *Le Génie de Berne*. Les Cahiers Romands, No. 2. Lausanne, Payot. 112 S.

Diese gedrängte Monographie und Psychologie einer Landschaft, deren Antlitz dem Autor vertraut ist, ist das Werk eines Poeten.

Nach einer einführenden topograhpisch-geographischen Übersicht über das Bernbiet, leitet der Verfasser zur Hauptstadt über und schildert ihre Entwicklung aus dem « Sack » zur mächtigen aristokratischen Republik. Eingehend verweilt G. de Reynold beim alten, patrizischen Bern, im Hofe des Erlachhauses, unter den Arkaden, vor den schmalen hohen Fassaden und bei den Monumentalbrunnen, denen er ein reizendes Kapitel widmet. Reproduktionen alter Stiche bilden den künstlerischen Rahmen seiner Ausführungen.

Die bürgerliche Atmosphäre liegt in der Straßenfolge von der Nideckbrücke bis zur Hl. Geistkirche. Bern verdankt seine originelle bauliche Physiognomie zwei Elementen: Der Gotik des XV. und XVI. Jahrhunderts in ihrem Übergang zur Renaissance, welche die Baufreudigkeit einer selbstbewußten, kriegerischen Bürgerschaft verrät — und der eleganten Finesse des französischen Barocks im XVIII. Jahrhundert, dem Regierungsstil der geschlossenen Oligarchie.

Das Stadtbild wirkt wie ein Symbol deutscher Kultur und französischer Zivilisation, die sich auf Bernerboden durchdrungen haben.

Harmonisch ist die Berner Geschichte mit Bezug auf eidgenössische und Welthistorie ins Stadtbild geflochten. Nicht trocken beschrieben, sondern vom Dichter gesehen und erlebt als Kind beim Anblick der historischen Gruppen des Umzugs von 1891 anläßlich der Siebenjahrhundertfeier ab urbe condita.

Mit dem Bernerboden ist auch die bildhafte, urwüchsige Sprache, «das Bärndütsch», eng verwachsen, das in seiner Bodenständigkeit die bäuerliche Seite des Volkes wiederspiegelt.

Auch im Charakter des Berners mischen sich beide Elemente: Alemannische Bedächtigkeit und Neigung zu praktischer Betätigung. Davon zeugt die lange Reihe bedeutender Staatsmänner, Verwalter und militärischer Führer.

Und doch hat das sachlich-nüchterne Bern auch Denker und Künstler hervorgebracht. G. de Reynold zählt zwischen dem XVI. und XX. saeculum sechs seiner großen Söhne auf: Niclaus Manuel, den Maler der Landsknechte, Beat von Muralt und Albrecht von Haller, die Schriftsteller der Aufklärungszeit, denen sich der Kosmopolit Charles-Victor von Bonstetten zugesellt. Im 19. Jahrhundert dominieren Gotthelf und Hodler.

Zusammenfassend erklärt der Autor das «Génie de Berne», seine Eigenartigkeit, aus dem Dualismus der alemannischen Rasse und dem burgundisch-lateinischen Geist.

«Stadt und Land» bedeutet also eine Synthese von lateinischer Mentalität und germanischem Volkstum, das seine Kraft aus einer gesunden, fruchtbaren Landschaft schöpft. Der Bär hält in seiner derben Pranke zierlich die französische Lilie.

Zürich. R. Schudel-Benz.

Leon Savary, *Fribourg*. Les Cahiers Romands, No. 3. Lausanne, Payot. 81 S.

Ein Städtebild, dass in knapper treffender Form dem Geist dieser konservativen Oligarchie nachspürt, die ihre alte Tradition zu bewahren wußte.

An der Grenze von zwei Sprachgebieten, von reformierten Orten umgeben, blieb die Zähringerfeste der alten Religion treu.

Mit ihren Mauern, Türmen und Giebeln, Kirchen und Prozessionen, fast unberührt von Industrie und Handel, ist die Stadt « unser Brügge, Assisi und Sevilla » zugleich.

Wie eine Citadelle ihres Geistes erhebt sich über den Dächern das von den Jesuiten gegründete Collegium St. Michel, in dem der Sohn eines südamerikanischen Präsidenten der Klassengenosse der Abkömmlinge eines freiburgischen Bauern sein kann.

Das Herz der Stadt ist die gotische Kathedrale St. Nicolas, die seit Julius II. direkt dem Hl. Stuhle unterstellt war. In der Nähe befindet sich der Sitz des Bischofs, der die meistkonsultierte Persönlichkeit Freiburgs bedeutet.

Von dem rühmlichen Anteil der Verbündeten Berns gegen Karl den Kühnen erzählt die Murtnerlinde auf dem Rathausplatz.

L. Savary kennt die « beiden Freiburg » aus eigner Anschauung, das bürgerliche, das er oft mit scharfer Satyre zeichnet und das klerikal intellektuelle, das internationale Bedeutung hat. « Freiburg als großes Romont und Freiburg als kleines Rom ».

Das Freiburg « bolze » mit seinen zahlreichen kleinen Pinten, in denen der Herr Notar und der Herr Substitut ihren Abendschoppen einnehmen und politisieren, während die frommen Bürger zuhören, und das internationale Fribourg, das Madrid mit Warschau verbindet. Der Dualismus ist die Konsequenz des Werkes von Georges Python, welcher der etwas monotonen Stadt einen neuen, scharfen Geist einhauchte. Das kosmopolitische Freiburg gruppiert sich um die Universität und die sie umgebenden Institute, die unter der diskreten Aufsicht des Staates stehen. Doch die « beiden Städte » bleiben getrennt — zwei ganz verschiedene Welten — beschaulich-konservatives Bürgertum und internationale Großzügigkeit, die eine emsige Tätigkeit entfaltet.

Das Bändchen ist durch sinngemäße archaische Holzschnitte von Gaston Thévoz ausgestattet.

Zürich. R. Schudel-Benz.

Albert Malche, *Vie de Pestalozzi.* Lausanne 1927. Payot. Mit 9 Illustrationen. 253 S.

Die Biographie ist im Auftrage des Comité national anläßlich der Hundertjahrfeier von Pestalozzis Tod herausgegeben worden. Der Verfasser sieht seine Aufgabe weniger darin, neue wissenschaftliche Ergebnisse zu formulieren als in schlichter, ansprechender Schilderung ein Leben darzustellen, das durch Leid und Verlust sich innerlich bereicherte und das Ich zu überwinden strebte, um der ganzen Menschheit zu dienen. Die dreizehn Kapitel von der « Wohnstube » bis zum « Schlitten im Schnee » reihen sich in fesselnder Erzählung aneinander, die in unaufdringlicher Weise von der Belesenheit des Autors Zeugnis gibt. Wenn der Lehrer und Philantrop unseres Volkes nicht nur gefeiert, sondern auch von weiteren Kreisen er-

faßt und verstanden werden soll, so trägt A. Malches Werk dazu bei, das Wirken und die Ideen des großen Pädagogen zu verbreiten. Die Begeisterung des Biographen für seinen Helden hat ein Volksbuch geschaffen, das man nicht ohne Bewegung aus der Hand legt.

Zürich. R. Schudel-Benz.

Etrennes Genevoises 1930. Lausanne. Payot. 120 S.

Der erste Beitrag der vom Verlag gediegen ausgestatteten « étrennes » ist eine klare übersichtliche Studie von Marguerite Maire über die « Zunftorganisation Genfs von der Reformation bis zur französischen Einverleibung ».

Die flüssige Darstellung befaßt sich mit der Entstehung der Zünfte in der Rhonestadt, den Vor- und Nachteilen ihrer Organisation, ihrem ökonomischen und moralischen Wert und den Mißbräuchen, die schließlich zur Aufhebung des Zunftzwanges führen. Die Verfasserin geht von den religiösen Bruderschaften der « artisans » des Mittelalters aus, die durch die Reformation ihrer kirchlichen Aktivität enthoben wurden. Doch Calvin und seine Mitarbeiter übten ihre Autorität auch über die Handwerker aus. Der Staat übernahm die Organisation der Zünfte, in denen die früheren Bruderschaften aufgingen. 1560 entstand das Zunftreglement der Buchdrucker, deren Corporation der Rat aus begreiflichen Gründen erhöhtes Interesse schenkte. Die Blütezeit der Zünfte fällt ins 17. und in die erste Hälfte des 18. Jahrhunderts. Die französische Revolution, die 1792 auch in Genf Unruhen hervorrief, brach die Hierarchie der Handwerker-Innungen.

Reichliches Quellenmaterial aus den Zunft- und Ratsbüchern veranschaulicht die Kapitel über die Organisation der Corporationen, die Beziehungen der Meister untereinander, die Aufsicht des Staates und die Situation der Fremden innerhalb der Zünfte, eine Frage, die seit der Aufhebung des Ediktes von Nantes und dem Zustrom der Hugenotten für Genf akut wurde. Interessant ist der Abschnitt über die Rolle der Frau im wirtschaftlichen Erwerbsleben. Sie wird entweder toleriert wie bei den Uhrmachern, wo ihre Mitarbeit wertvoll ist, oder kurzerhand ausgeschlossen.

Die Arbeit von Marguerite Maire bildet einen erwünschten kulturgeschichtlichen Beitrag zur Stadtgeschichte Genfs.

Louis Grosgurin geht « Auf den Spuren von Urbain Grandier » durch das alte Städtchen Loudun im Poitou, das zu den Sicherheitsplätzen der Hugenotten gehörte und im 17. Jahrhundert Schauplatz eines skandalösen Malefiz-Prozesses wurde. Auf den Arbeiten von G. Legué und Gilles de la Tourette fußend und inspiriert von Vignys Roman « Cinq Mars » erzählt der Autor in gedrängter Fülle die Geschichte des Hauptpfarrers von Loudun, Urbain Grandier, dem geistigen und geselligen Mittelpunkt der Stadt. Als Freund des königl. Gouverneurs, Inhaber der bedeutendsten Pfründen und Liebling des Erzbischofs von Bordeaux, unterschätzte er seine Neider und Feinde.

Ärgerliche Gerüchte über seinen Lebenswandel verwickelten ihn in peinliche Prozesse, aus denen er wohl siegreich, aber in seinem Ansehen geschwächt, hervorging. Seine Gegner verleumdeten ihn bei dem gewaltigen Kardinal-Minister Richelieu, der ihn als Verfechter der provinzialen Interessen gegen den zentralen Machtwillen von Paris bekämpfte und in ihm den Urheber eines gehässigen Pamphletes gegen die Regierung vermutete. Er sandte sein berüchtigtes Werkzeug, den Hexenrichter Loubardemont, mit allen Vollmachten versehen nach Loudun, der die angesehene Festung ihrer Mauern beraubte und den Pfarrer zu Fall brachte. Urbain wurde angeklagt, die vom Teufel besessenen Nonnen des Ursulinerinnen-Klosters verhext zu haben. Nach einem dramatischen Malefizverfahren mit allen Greueln und Leidenschaften des Zeitalters, erlitt Grandier standhaft am 18. August 1634 Folterqual und Feuertod. Von seinen Feinden hielt sich am längsten die besessene Äbtissin der Nonnen, Jeanne des Anges, dank deren wundertätigem Hemd Anne d'Autriche glücklich von dem zukünftigen Louis XIV. entbunden wird. 1772 wurde das heruntergekommene Kloster vom Bischof von Poitiers geschlossen. Der « Spaziergang des Genfers » in Loudun, der landschaftlich poetisch ausklingt, ist durch eine Zeichnung von H. Domenjoz illustriert, die den noch übrig gebliebenen Festungsturm Foulques Nerra darstellt.

Als 1738 die bürgerlichen Unruhen in Genf zwischen Patriziern und Volkspartei durch die « Mediation » begelegt wurden, beschloß die Regierung auf Bitten ihres Gesandten Thellusson in Paris, dem französischen König, der mit Bern und Zürich sich um den Frieden bemüht hatte, durch eine Gesandtschaft den Dank der Republik auszusprechen.

Jean P. Ferrier schildert in seinem köstlichen Artikel « Eine Genfer Gesandtschaft am Hofe Ludwigs XV. » die Erlebnisse der vier Genfer Herren und ihrer zwei Sekretäre, deren Hauptsorge es war, wie « Envoyés » eines souveränen Staates und nicht wie « Députés » irgend einer Provinzstadt empfangen und behandelt zu werden. Der Kardinal Fleury und der Außenminister Amelot gewährten ihnen verständnisvoll die große Gunst. Nun beginnt die endlose Reihe zeremonieller Besuche, die beim Kardinal in Compiègne ihren Anfang nehmen und mit ritueller Feierlichkeit durchgeführt werden. Der Graf von Lautrec, den die Genfer als Delegierten des Königs bei der « Médiation » kannten und der Einführer der Gesandten, Herr von Sainctot, gaben sich die erdenklichste Mühe, die Genfer alle Ehren, die ihre Mission mit sich brachte, zuteil werden zu lassen, sodaß die Mägen der Gesandten infolge der vielen guten Dîners auf eine harte Probe gesetzt wurden. Am 12. August war der große Tag der königlichen Audienz in Versailles. Du Pan, der Sprecher der Gesandtschaft, haranguierte Ludwig XV., die Königin, den Dauphin und Mesdames de France (Die Töchter des Königs) so eindrucksvoll, daß Kardinal Fleury die Genfer mit den Worten begleitete « Ich möchte keiner ihrer Reden verlustig gehen ». Selbst der Kanzler des Kaisers war nicht besser

bei Hofe empfangen worden als die Repräsentanten der kleinen Republik. Lord Waldegrave, der englische Gesandte, ehrte die Genfer mit einem splendiden Essen, zu dem er alle Vertreter der protestantischen Mächte einlud.

Am 23. August ließ Louis XV. zu Ehren der Gesandten die Wasser von Versailles spielen, dann folgten die nicht minder prächtigen Abschiedsbesuche. Am 29. September zogen die Genfer hoch befriedigt in ihre Heimatstadt ein. Aus ihren Berichten und Briefen an die Regierung rekonstruiert der Verfasser mit Humor und Eleganz die glorreichen Tage in Frankreich, die den Häuptern und der Bürgschaft von Genf volle Satisfaktion boten « de puissance à puissance » behandelt worden zu sein.

Der Autor des « Premier Tribunal révolutionaire genevois »; Edouard L. Burnet, beendet die gehaltvollen Ausführungen der « Etrennes » mit einer interessanten Feststellung über « Deonna und das Revolutionsgericht von 1794 ». Anhand von zwei Dokumenten aus einem Privatarchiv läßt sich einwandfrei feststellen, daß Henri Deonna, welcher der gemäßigten Revolutionspartei angehörte, keinen Anteil hatte an den Hinrichtungen vom 25. Juli 1794. In einem Rechtfertigungsschreiben von 1814, von dessen Druck aber Deonna Abstand nahm, und das Burnet teilweise veröffentlicht, wird die Haltung, die der Genfer gegenüber den Ausschreitungen der Schreckenszeit einnahm, klar gezeichnet. Deonna war als Mitglied des Tribunals bei der ersten geheimen Abstimmung betreff der zu erlassenden Todesurteile am Morgen des 24. Juli anwesend. Er intervenierte zugunsten der Verurteilten und zog sich, körperlich leidend, am Nachmittag von der Sitzung zurück, als seine gemäßigte Gesinnung nicht durchdrang. Er wurde durch ein extremes Mitglied ersetzt, sodaß die Aburteilung des Obersten Decombes einstimmig erfolgen konnte. Deonna zog sich erschöpft in das Zimmer des Staatssekretärs zurück, wo er bis zum 27. Juli verblieb, bis er die Erlaubnis erhielt, sich aufs Land zu begeben. Die prägnante Episode bildet einen wertvollen Beitrag zur Geschichte der Genfer Revolution und zugleich rehabilitiert sie unzweifelhaft einen Mann, dessen humaner Einfluß leider nicht nachhaltig genug war, um die blutigen Auswüchse der Radikalen einzudämmen.

Zürich. R. Schudel-Benz.

Pierre Kohler, *Mme de Staël au chàteau de Coppet.* Lausanne, Editions SPES. 1929. 112 pages.

Der neue Band der Collection « Vieille Suisse » entstammt der berufenen Feder des Autors der « Mme. de Staël et la Suisse [1] ».

Coppet ist beseelt durch ihre Persönlichkeit, die dem Schlosse kosmopolitische Bedeutung verlieh.

Sie betritt den seigneuralen Boden als junges Mädchen am Arme des berühmten Vaters bei seinem pomphaften Einzug in das neuerworbene

[1] Erschienen bei Payot, Lausanne und Paris.

Schloß 1784. Und welches Vaters! Ex-Finanzminister Ludwig XVI., Chef des kreditfähigsten Bankhauses von Paris, Kandidat der gemäßigten Aufgeklärten, war Jacques Necker der Mann der Zukunft.

Die einzige Tochter Anne-Louise-Germaine, sein Augapfel, fühlt sich noch nicht berufen, auf diesem ruhigen Erdenwinkel ihre Tage beschaulich zu verbringen.

Der Wunsch nach dem berühmten « Salon » geht durch ihre konventionelle Ehe mit dem schwedischen Gesandten, Baron von Staël, in Erfüllung. In ihrer Wohnung an der Rue du Bac strömt alles zusammen, was in Paris Geltung und Zukunft hat. Jacques Necker ist 1788 wieder ins Ministerium berufen worden und die junge Diplomatenfrau schwelgt in der Popularität des elterlichen Namens. Ihr Vater wird als Erhalter der Monarchie, als allmächtiger Retter des bankrotten Landes gefeiert.

Doch Neckers Kräfte versagen, auch er vermag die drohende Revolution, die eine Folge des Zusammenbruchs der absoluten Monarchie ist, nicht aufzuhalten. 1790 zieht sich der gestürzte Minister nach Coppet zurück. Seine Tochter ist ungehemmter in ihrer Bewegungsfreiheit als der Exminister. Sie gefällt sich in jenem reiselustigen Hin und Her zwischen Paris und Coppet, einer Äußerung ihrer übersprudelnden Vitalität, die immer nach Abwechslung verlangt.

Während der Schreckenstage von 1792 verzögert sie zum Entsetzen ihrer Eltern die Abreise von Paris, um den « Verdächtigen » nützlich zu sein. Sie erweist sich auch den seit dem Tuileriensturm verfolgten Schweizer-Gardisten hilfreich, indem sie ihnen durch schwedische Pässe die Flucht ermöglicht.

Beim Hinschiede ihrer Mutter eilt sie nach Coppet, um an der Überführung der Toten in das neuerbaute Mausoleum teilzunehmen.

In den Jahren 1792—95 entfaltet sie eine unermüdliche Tätigkeit für die Emigranten und hält mit ihrer rührigen Betriebsamkeit die ganze Schweiz « dans une magnifique horreur ». Auf Schloß Mézery bei Lausanne schreibt sie, umgeben von einem kleinen Royalistenhof, ihre Novelle « Zulma » und arbeitet an ihrer Studie über den « Einfluß der Leidenschaften auf das Glück der Einzelnen und der Nationen ». Hier schenkt sie Benjamin Constant ihre Freundschaft und erlebt die Enttäuschung einer unsteten Liebe.

Als die Franzosen in die Waadt einzogen, eilt sie, voll Besorgnis um Freiheit und Leben ihres Vaters, nach Coppet. Es folgten ruhige, fruchtbare Arbeitstage trotz der Kriegswirren des tragischen Jahres 1798, von denen der Schloßherr und seine Tochter wenig berührt werden.

1802 erscheint ihr Roman « Delphine » und hat zur Folge, daß die schon durch ihre literarisch-philosophischen Abhandlungen berühmte Autorin einen ganzen Schwarm von Verehrern nach Coppet lockt. Ihre Bücher sind eigentlich geschriebene Gespräche. Aus der mündlichen Improvisation, deren Meisterin sie ist, entstehen die Kapitel.

Unter den Gästen befinden sich die zarte dänische Lyrikerin Friederike Brun und der kühle, lebenskluge Berner Patrizier Charles-Victor von Bonstetten. Auch die abenteuerliche Frau von Krüdener, damals noch nicht die religiös Erweckte, amüsiert die Gesellschaft mit ihrer Tanzkunst.

Die Beziehungen zwischen Mme. de Staël und Bonaparte haben sich getrübt. Das Consulat verhängt 1803 über die rege Freiheitsidealistin, der auch die politische Intrigue nicht fremd ist, die Strafe der Ausweisung. Sie benutzt das Exil, um eine längstbegehrte Reise nach Deutschland zu unternehmen.

Seit 1802 ist sie Witwe. Der Verlust des ihr immer fremdgebliebenen Gemahls bedeutet kaum eine Änderung ihrer Lebensweise. Viel tiefer trifft sie die Todesnachricht ihres geliebten Vaters, die sie in Deutschland erreicht. Nun muß sie sich eingehend mit der Verwaltung der Baronie und des großen Vermögens beschäftigen.

Sie erledigt ihre Geschäftsbriefe, ohne daß ihrer literarischen Betätigung oder der Gastlichkeit des Hauses Abbruch geschehen wäre. Die Herrin versteht es auch, sich bei den Bewohnern von Coppet populär zu machen, sie bleibt zeitlebens « la bonne dame du château » für die kleinen Leute.

Der deutschen Reise folgt die italienische, die den Rahmen zu ihrem Roman « Corinne » bietet.

Diese lebhafte Frau muß während der Niederschrift ihrer Werke eine Elite ausgewählter europäischer Geister um sich haben. Henri Meister, der Zürcher Publizist, der Genfer Sismonde de Sismondi und Wilhelm Schlegel, den sie aus Deutschland mitgebracht hat, waren ihre Hausgenossen. Schlegel leitet auch die Erziehung ihrer zwei Söhne und ihrer Tochter. Der Besuch Friedr. Schlegels und Chateaubriands vereinigt deutsche und französische Romantik in Coppet. Auch die beginnende religiöse Bewegung hat ihre Vertreter am Genfersee, den Mystiker Zacharias Werner und Mathieu de Montmorency.

Der Fürstin des Geistes gesellte sich auch die Königin der Schönheit, die reizende Mme. de Récamier und die Meisterin der Palette: Vigée-Lebrun.

Seit Coppet ihr dauernder Aufenthaltsort geworden, hat Mme. de Staël einen Theatersaal mit Bühne eingerichtet. Mme. de Récamier und die Schloßherrin spielen die Hauptrollen in den klassischen Tragödien, zu deren Aufführungen sich die Geselschaft von Genf und Lausanne drängt. Dazwischen schreibt die Unermüdliche Theaterstücke, und, inspiriert durch ihre Reiseerlebnisse, ihr vergleichendes Werk « l'Allemagne », das von der französischen Zensur verboten wird. Napoleon verschließt ihr Frankreich; sie hat nur die Wahl zwischen Coppet und Amerika.

Der Kreis der Vertrauten lichtet sich, nur die nächsten Freunde bleiben ihr treu, darunter ihre Cousine, die geistreiche Albertine Necker-de Saussure, Tochter des großen Genfer Geologen.

Den Winter 1811—12 verbringt sie in Genf und erlebt eine glückliche Neigung, welche die reife Frau einem jungen schwärmerischen Offizier, John Rocca, verbindet, dem Vater ihres spätgeborenen vierten Kindes.

Um den Polizeispitzeln Napoleons zu entgehen, flieht Mme. Staël von Coppet und verbringt die letzten Regierungsjahre des Kaisers im Ausland. Eine ausgedehnte Reise führt sie nach Wien, Moskau, Petersburg, Finnland, Schweden und England. Nach Napoleons Sturz zieht sie triumphierend in Paris ein, den Sommer 1814 verbringt die Gefeierte in Coppet.

Diesmal zahlt ihr auch England seinen Tribut. Lord Byron ist unter den Gästen, doch gehören auch Deutsche, Russen, Polen und Griechen ihrem kosmopolitischen Kreise an.

Nachdem sie Ende Sommer 1816 ihr Haus bestellt, reist sie nach Frankreich. Sie sollte Coppet nicht wieder sehen. Am 14. Juli 1817, dem Nationalfeiertag der Franzosen, entschläft sie in Paris. Ihrem letzten Wunsche gemäß wurde sie nach Coppet überführt, um im Mausoleum zu Füßen der Eltern zu ruhen. Ihr Gatte folgt ihr bald im Tode nach. Unter den Nachkommen bewohnt ihre Schwiegertochter, eine Genferin, das Schloß bis 1876, als letzte Baronne de Staël.

P. Kohlers Werk trägt viel dazu bei, daß der humane Geist von Coppet unserm Erinnern bewahrt bleibt. Welches Denkmal ist sinngemäßer für die eminente Persönlichkeit dieser Frau als die Begeisterung des Autors für diese Ideologin und Künstlerin, deren Vielseitigkeit Mit- und Nachwelt in Erstaunen versetzt!

Er schließt mit den Worten: « Mit welchem Enthusiasmus hätte unsere Schloßherrin den wirklichen Völkerbund, der zwei Meilen von ihrem Schlosse seinen Sitz aufgeschlagen hat, begrüßt, nach einem Krieg, welcher der letzte sein wird, wenn man die Lehre von Coppet versteht! ».

Der Verlag hat das Buch mit 16 Bildern und Vignetten nach Originalen aus dem 18. Jahrhundert ausgestattet.

Zürich. R. Schudel-Benz.

ADRIANO CAPPELLI, *Cronologia, Cronografia e Calendario Perpetuo* dal principio dell'Era Cristiana ai giorni nostri. Seconda edizione interamente rifatta ed ampliata. Milano 1930, Ulrico Hoepli. XI + 566 Seiten in 16°.

Die Chronologie Cappellis, die erstmals 1906 in den mit Recht beliebten und verbreiteten Manuali Hoepli erschien, war längst vergriffen. Der Verfasser hat die Mühe einer Neubearbeitung auf sich genommen und gibt nun eine wesentlich verbesserte zweite Auflage seines Taschenbuches. Es hat an Handlichkeit etwas eingebüßt, umso mehr aber an Reichhaltigkeit gewonnen. Der ganz kurze erste Teil — Seiten 1 bis 22 — gibt eine Einführung in die Grundbegriffe der Chronologie. Besonders dienlich ist darin der Index der Datierungsstile, erfreulich detailliert für Italien, selbstverständlich etwas summarischer für das übrige Europa. Es folgen in kleinem,

aber übersichtlichem und daher gut lesbarem Druck die üblichen chronologischen Tabellen. Die Tafel zur Bestimmung von Indiktion und Osterbuchstaben ist vereinigt mit einem Abriß der Kaiser-, Papst- und italienischen Geschichte. Wer sich mit letzterer zu befassen hat, wird vor allem die sehr ins Einzelne gehenden Zeittafeln zur Geschichte italienischer Städte schätzen, von denen nicht bloß die dauernd für die Geschichte Italiens bedeutenden herangezogen sind. Aus der Lombardei sind z. B. behandelt: Mailand, Pavia, Lodi, Cremona, Brescia, Bergamo und Mantua.

Kleine Fehler lassen sich wohl bei Handbüchern solcher Art, die eine Unsumme von exakter Arbeit verlangen, kaum je völlig vermeiden. Etliche Versehen und Druckfehler sind auf S. 565/566 berichtigt; ein stehen gebliebener Fehler (S. 260), der uns bei Nachprüfung auffiel: Papst Klemens III. wurde 1187 erwählt, nicht 1188, was bei bloßer Zählung nach Pontifikaljahren zu Unstimmigkeiten führen könnte. Trotzdem wird man das kleine handliche Buch als ein sehr praktisch angelegtes Hilfsmittel und als die beste, reichhaltigste Chronologie dieses Formats bezeichnen dürfen.

Basel. Siegfried Frey.

Hanns Bohatta, *Einführung in die Buchkunde.* Ein Handbuch für Bibliothekare, Bücherliebhaber und Antiquare. Wien 1927. Gilhofer & Ranschburg. VII und 328 Seiten. Mit 16 Tafeln.

Der ehemalige Oberbibliothekar an der Wiener Universitätsbibliothek und Dozent für Bibliothekswissenschaft an der Universität Wien Hanns Bohatta bietet in seiner Einführung in die Buchkunde ein vorzügliches Hilfsmittel, das auch dem Historiker sehr zu statten kommen wird. Ausgehend von der Erfindung Gutenbergs (die Kontroverse Gutenberg - Coster wird einläßlich besprochen) und von der Tätigkeit seiner Schüler, hat der Verfasser vor allem eine historische Beschreibung der einzelnen Teile des Buches zusammengestellt (Format, Raumverteilung in Inkunabeln, Typen, Signaturen, Kustoden, Seitenzählung, Zahlzeichen, Notenschrift und -druck, Buchtitel, Initialen, Signet, Accipiesholzschnitt, Zensur und Index, Abkürzungen). In einem weiteren Teil stellt Bohatta die Gattungen des Buches zusammen, auch da aus der Praxis schöpfend und für die Praxis schreibend (Bibel, Brevier und Missale, Livres d'heures, Totentanz, Cisioianus, Kalender und Almanach, Naturwissenschaft und Medizin, Kartenwerke und Atlanten, Einblattdruck, Flugblatt, Flugschrift, Zeitung, Broschüre). Ungemein schätzbar ist auch der Abschnitt über den Einband (Geschichte des Bucheinbandes, Geschichte der Buchbinder, Lesezeichen, Hygiene des Buches, Mittel zur Beseitigung von Bücherschäden). Ein Anhang, ein Register und 16 gut ausgewählte Tafeln vervollständigen das Werk. Obschon das Buch Bohattas in den Arbeitsbeständen unserer schweizerischen Büchereien vorhanden sein dürfte, glaubten wir an dieser Stelle auf das vorzügliche Hilfsmittel hinweisen zu sollen.

Zürich. Anton Largiadèr.